

Tous concernés

Pouvoir d'achat en berne, augmentations salariales à minima, restructurations constantes, sous effectif chronique et objectifs démultipliés, comment, dans ce contexte, gérer et dynamiser une équipe ? De plus, la transposition dans la loi de l'ANI de janvier 2013 et sa déclinaison dans les entreprises ne sera pas sans conséquences sur le management. Faudra-t-il qu'une fois de plus le management lutte contre ses convictions personnelles ?

Président ou DRH de grands groupes révèlent la fébrilité des Comex en s'adressant directement aux cadres afin de les faire adhérer aux décisions prises sans eux. Y aurait-il une inquiétude vis à vis de ces « vecteurs » de mise en pratique des décisions ? Faut-il « dorloter » les cadres avec des mesures financières particulières ? Les directions d'entreprises, qui vivent aux rythmes de la financiarisation, craignent-elles que les cadres soient certes professionnellement engagés mais aussi socialement responsables ?

Alors que le chômage progresse, que les jeunes ont, en moyenne, un CDI à 27 ans, que les directions multiplient les temps partiels séniors, le gouvernement s'apprêterait à augmenter l'âge du départ en retraite ! Lors de la conférence sociale de juin, la CGT portera le souhait de 75% de la population, pour profiter de sa retraite, partir à 60 ans !

Diaboliser les syndicats et particulièrement la CGT, le MEDEF s'y est toujours employé mais qu'est-ce qui pousse ce gouvernement amnésique à lui emboîter le pas en refusant une proposition de loi d'amnistie des actions syndicales ? Où se situe la violence dans les actes de syndicalistes ou dans les fermetures d'entreprises qui précipitent les salariés dans le chômage ? La CGT exige la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre nos deux camarades de Roanne arrêtés ce 23 Mai à leur domicile et mis en garde à vue pour avoir refusé de se soumettre aux tests ADN. Honte à ce gouvernement zélé qui, non seulement n'abroge pas les lois sarkozystes mais en plus les fait vivre ! Changer de cap, dans tous les sens du terme, mettre fin aux politiques d'austérité en Europe, c'est ce que la CGT, avec la Confédération Européenne des Syndicats exigeront dans la semaine d'actions du 7 au 14 Juin.

Branche Poste**Le 13 Juin, dans l'action**

Dans un contexte où tout indique que La Poste poursuit sa stratégie d'abandon des missions de service public, mais aussi accélère des restructurations ayant pour unique objectif les suppressions d'emplois, la CGT a proposé aux organisations syndicales d'organiser une journée nationale unitaire d'action et de grève le 13 juin prochain. Pour les cadres, cette journée doit être aussi l'occasion de rappeler qu'ils attendent l'ouverture du chantier social les concernant. A l'heure où ils sont destinataires de presse d'entreprise aseptisée, de verbatim, et même de prose chez leur libraire, ce ne sont pas des gommettes, ni la déclinaison d'une poursuite plus fumeuse que triviale qui peut répondre au malaise social dont ils sont souvent les premiers témoins.

L'UFC CGT les appelle à décider collectivement de s'inscrire dans l'action sous toutes les formes qu'ils choisiront.

Numérique, où est l'ambition ?

La Poste vient d'annoncer la création d'une Direction du numérique considérée comme stratégique. A l'heure où la maîtrise du numérique est essentielle pour l'avenir de toute entreprise, La Poste manifeste une singulière frilosité.

Le but essentiel est de développer le chiffre d'affaires généré sur les offres numériques en renforçant sa présence sur le e-commerce. L'objectif a terme est de générer un CA de 1 M d'€ avec un effectif d'environ une centaine de personnes.

La CGT considère que La Poste est loin de se donner les moyens d'une véritable maîtrise de son avenir technologique, pour l'avenir et l'unité du groupe postal.

La Poste se doit de créer une véritable direction des nouvelles technologies de la recherche et du développement en recrutant des jeunes diplômés de haut niveau.

Branche Télécoms**Le 28 mai, investissons...**

Avec Conquêtes 2015 et Chrysalid, les gourous de FT-Orange nous disent *grosso modo* : soyez compétitifs dans la nouvelle économie low cost.

Le changement de nom de l'entreprise préfigure une dilution encore plus grande du service public dans l'économie de marché, et de nouveaux grands chaos capitalistiques.

La direction annonce 7 000 suppressions d'emploi sur trois ans et 20 000 d'ici 2020, et un plan d'économies de 700 M€.

La CGT veut faire du 28 mai un grand moment de mobilisation partout en France, et assurera un accueil des actionnaires à l'entrée de leur Assemblée Générale.

Nous leur dirons que le triple A de la CGT, c'est : Accroître la masse salariale, Améliorer la qualité et les conditions de travail, Augmenter les débits numériques !

Dailymotion : placer l'intérêt général avant le Business

A. Montebourg a bloqué un projet de rachat de Dailymotion par Yahoo faute de garanties sur le développement de l'entreprise et des emplois en France.

Selon les dirigeants de France Télécom/Orange, propriétaire à 100% de Dailymotion, cette pépite ne serait viable, que si elle se développe aux USA et est rachetée par un américain.

Mais ne s'agissait-il pas plutôt d'une simple opération de plus-value en vue de faire du cash ? Pour la CGT le secteur français du numérique mérite mieux qu'une opération monopolistique.

Il faut une véritable stratégie industrielle de développement des contenus, des réseaux, des équipements et des terminaux pour développer l'emploi et le droit à la communication pour tous.



Austérité, pas pour tout le monde !!

Selon Le Parisien, les bonus des traders de la Société Générale ont augmenté en 2012 de plus de 20% et ceux de la BNP de près de 15%.

En 2012, à la BNP, l'augmentation des salaires a été de 0,5% et l'intéressement diminuait. A la Société Générale, aucune augmentation, mais seulement une prime de 300 € pour tous.

Selon Le Parisien, les 1,037 milliards d'€ partagés par les 3189 opérateurs de marché de la BNP représentent 325 340 € par personne. Ce n'est pas un cas isolé !

Quel contraste entre la majorité des salariés et l'activité spéculative qui a été déclencheur de la crise économique et financière depuis 2008.

Le gâteau existe mais les parts ne sont pas les mêmes pour tous.

EDF, attractive pour de nombreux cadres

S'ils devaient changer d'emploi, 10 % des cadres citent spontanément l'électricien comme une « des entreprises dans lesquelles ils aimeraient travailler dans les années à venir ».

C'est ce qui ressort notamment d'un baromètre Viavoice pour Le Figaro/France Inter/HEC publié le 6 mai (7% ex aequo pour Total et EADS, puis la SNCF au 4^{ème} rang des entreprises plébiscitées).

Les cadres affichent leur pessimisme : 67 % d'entre eux pensent que le niveau de vie en France baissera d'ici à un an.

Ils sont aussi 86% à s'attendre à une augmentation du chômage dans les mois qui viennent. D'un point de vue plus personnel, 40% des cadres interrogés estiment que leur situation financière se dégradera dans l'année à venir.

73 millions de chômeurs dans le monde...

Aucune amélioration du marché du travail des jeunes n'est à attendre à moyen terme, avec un taux de chômage mondial des 15-24 ans attendu à 12,8% en 2018 contre 12,3% en 2013, selon une étude de l'OIT publiée le 8 mai.

L'OIT pronostique en effet qu'entre 2012 et 2018, le nombre de jeunes chômeurs va augmenter de plus de deux millions, ce qui équivaut à une progression de près de 25%.

En France, dans une lettre ouverte adressée au Président de la République, la CGT a demandé des comptes sur les engagements de campagne. Celui-ci a été élu en effet pour mener une réelle politique sociale, avec une vraie priorité pour l'emploi : mais il se montre en réalité plus attentif aux souhaits du MEDEF (cf. l'ANI).

Pour la CGT, Il faut un État stratège qui intervient pour dire que notre priorité c'est l'emploi, les salaires et l'investissement industriel.

Les rapaces !

L'exception culturelle est un principe, affirmé par l'UNESCO, d'exclure le champ de la culture de l'ensemble des accords commerciaux, car elle constitue un patrimoine commun de l'humanité.

Les Etats Unis et la Commission Européenne vont ouvrir des négociations pour aboutir à un accord de libre-échange, et cette dernière a décidé d'y inclure les services de l'audiovisuel et de la culture.

Le commissaire, en charge des négociations, affirme qu'aucune mesure ne remettra en cause le principe de l'exception culturelle ... Bouffon ! menteur !

La CGT défend ce principe depuis 20 ans pour que chacun ait le droit de penser et s'exprimer au travers de son patrimoine culturel, c'est un enjeu de citoyenneté.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Mobilité sociale en panne !

Camille Peugny, sociologue, maître de conférences à l'université de Paris 8 explique que la société française demeure une société de classes qui ne prépare pas du tout aux mêmes trajectoires.

Si paradoxalement les jeunes sont mieux formés et font des études plus longues que leurs parents, ce n'est pas la garantie d'un changement pour trouver un emploi selon sa qualification.

Face à la crise, les ressources économiques et culturelles héritées des générations précédentes redeviennent décisives, ainsi la probabilité des enfants de cadres de devenir cadres eux-mêmes a augmenté, passant de 33 à 40%.

Bref, les inégalités sociales demeurent et l'ascenseur social ne progresse plus.

Travailler plus et gagner moins !

Comme l'ensemble des organisations syndicales et patronales, la CGT a été reçue par le 1er Ministre pour engager la conférence sociale des 20 et 21 juin. Au centre des discussions figure le dossier des retraites. Malgré 3 plans de rigueur censés sauver le système par répartition, force est de constater que le dossier est toujours d'actualité.

Les prévisions catastrophiques du Comité d'Observation des Retraites sert de base à ces discussions. Ceci permet au Medef de demander le report de l'âge légal à 65 ans et l'augmentation de la durée des cotisations à 43 ans, solutions envisagées par ce comité !

Pour la CGT, la solution passe par une augmentation des recettes et pas par une diminution des prestations. Elle peut être obtenue sans augmenter les cotisations salariales mais les salaires et en diminuant les allègements non justifiés des cotisations patronales.

Recherche en grève !

La CGT avec d'autres organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche ont appelé à une grève nationale et à des manifestations le 22 mai, jour de l'ouverture à l'Assemblée nationale des débats sur le projet de loi jugé «inacceptable».

Elles exigent le retrait de ce texte qui est en rupture complète avec les lois Pacte Recherche (de 2006) et LRU (de 2007 sur l'autonomie des universités) et les politiques de restrictions budgétaires. Elles demandent la mise en chantier d'un autre projet de loi à la hauteur des besoins des personnels, des étudiants et de la société. Ils dénoncent aussi la décision du gouvernement de raccourcir le temps du débat au Parlement.

A qui profite le crime ?

Il est, hélas, de plus en plus courant que les racistes décomplexés s'expriment à haute et intelligible voix. Ainsi, notre collègue facteur d'Emerainville, victime de propos racistes d'un petit patron (même pas, un gérant de société), a pris contact avec la CGT qui est intervenue. Mais La Poste s'est contentée de menacer de porter plainte alors que son devoir est de protéger ses salariés. Pourquoi cette mollesse ? Le patronat a besoin de détourner l'attention des travailleurs qui ne doivent pas comprendre que l'économie est en bonne santé, que (presque) tout est possible et qu'ils sont spoliés !

Plus le racisme s'élève, moins les luttes pour le progrès social et humain sont fortes !

Y aurait-il un lien ?